



LES AMBITIONS NUCLEAIRES DE L'IRAN ET LEURS CONSEQUENCES INTERNATIONALES

**Actes de la journée d'études
du 19 janvier 2005**

avec le soutien de



La Revue
parlementaire

Sommaire¹

Introduction de <i>François Heisbourg</i>	5
---	---

Première table ronde

Le programme nucléaire iranien : données et hypothèses

Introduction de <i>Bernard Sitt</i>	7
Intervention de <i>Georges Le Guelte</i>	9
Intervention de <i>Xavier Pasco</i>	13
Débat avec la salle	15

Deuxième table ronde

Stratégie régionale de l'Iran

Introduction de <i>Jean-François Daguzan</i>	21
Intervention de <i>Olivier Roy</i>	23
Intervention de <i>Shahram Chubin</i>	25
Intervention de <i>Michel Makinsky</i>	27
Débat avec la salle	29

Troisième table ronde

Scénarios d'évolution et conséquences

Intervention de <i>Bruno Tertrais</i>	31
Intervention de <i>Nicolas Roche</i>	35
Débat avec la salle	37

1 Ces textes ne sont pas des citations directes des propos tenus.
Les résumés des interventions et des débats figurant ici ont été rédigés par la FRS. Celle-ci assume seule la responsabilité d'éventuelles erreurs ou approximations des propos rapportés dans cette note.
Ces CR ne peuvent être reproduits ou cités sans l'autorisation expresse de la FRS.

Introduction par François Heisbourg*

Nous sommes face à un problème très complexe et très important : l'Iran représente plus de 2 500 ans d'histoire, c'est une très vieille nation. Il y a 70 millions d'habitants ; c'est donc le plus peuplé des pays avec l'Égypte et la Turquie dans le Grand Moyen-Orient. L'Iran s'est trouvé isolé dans les années 1980, notamment à cause de l'agression irakienne. Lors du conflit, les armes chimiques et balistiques ont été utilisées. Le passage au nucléaire militaire ne paraît pas comme une option extravagante dans un tel contexte.

Dans cette région, la prolifération est d'ailleurs la règle plus que l'exception : on pense à l'Inde, au Pakistan, à Israël et à la Russie.

Ainsi, il peut exister une certaine rationalité de l'Iran à vouloir l'atome militaire. Bien qu'ayant signé le TNP, l'Iran a été pris la main dans le sac en 2002 pour ses activités liées à l'enrichissement de l'uranium et non déclarées à l'AIEA. Pendant cette période coïncidant avec l'intervention américaine en Irak, l'Iran était vulnérable d'où sans doute son choix pour une certaine coopération : c'est ainsi qu'en 2003 on observe l'accord avec les Européens puis le renouvellement de ce *modus vivendi* en novembre 2004.

Quelles sont les options iraniennes ?

- Refaire ce qu'a fait Israël ou l'Inde : cependant, l'Iran est maintenant dans le TNP. Il y a donc une différence fondamentale des conditions juridiques.
- L'option libyenne : c'est théoriquement possible, mais politiquement peu vraisemblable.
- L'option nord-coréenne : c'est l'option de sortie du TNP. Il s'agirait alors de valoriser l'expérience acquise. Cette option est politiquement possible. Cependant est-ce l'ambition de l'Iran ?
- L'option japonaise : il s'agit pour l'Iran de faire le maximum de progrès technologiques, tout en restant en deçà du seuil, c'est-à-dire dans le TNP.

Face à cela, quelles sont nos options ?

* Directeur, FRS.

Première table ronde

LE PROGRAMME NUCLEAIRE DE L'IRAN ET SES CONSEQUENCES INTERNATIONALES

Introduction par Bernard Sitt*, Président de la table ronde

L'affaire iranienne est très suivie, car elle a une valeur de test sur les points suivants :

- légitimité de la norme internationale du TNP.
- solidité de la norme internationale du TNP.
- efficacité de la norme internationale du TNP.

La politique iranienne d'acquisition et de développement technologique n'est pas nouvelle. Depuis le Chah d'Iran puis lors de la guerre Iran/Irak, cette politique a pu être observée. Ce n'est qu'à l'été 2002 que le Conseil National de la Résistance a évoqué l'existence d'uranium enrichi en Iran. Le 21 octobre 2003, il y a donc l'accord irano-européen. Nous rappellerons que la signature du protocole de Genève concerne le nucléaire civil davantage que le nucléaire militaire. Le 15 novembre 2004, l'Iran signe un accord avec l'AIEA et celle-ci visite un site iranien. La question principale est de savoir ce que veut faire l'Iran, c'est-à-dire quelles sont ses intentions.

Par ailleurs l'Iran développe des missiles balistiques. Le lien stratégique entre les missiles balistiques et le nucléaire militaire n'est pas établi, mais il n'en reste pas moins un lien possible, et en théorie, l'un va rarement sans l'autre.

* Directeur, CESIM . Chercheur associé, FRS.

Intervention de Georges Le Guelte*

Je développerai trois points dans mon intervention sur le nucléaire iranien :

1. Rappel historique des activités nucléaires.
2. État des lieux.
3. Variables et enjeux du dossier iranien.

1. Époque du Chah d'Iran

La politique iranienne en matière nucléaire remonte à plusieurs décennies, et a été favorisée par la crise pétrolière de 1973 et l'apparition d'une manne financière. Dans la décennie 1970, il y a ainsi des contrats avec Siemens pour deux réacteurs à Busher, avec Framatome pour deux réacteurs supplémentaires, et avec Technicatome pour un centre de recherche à Ispahan.

Tous ces projets sont stoppés depuis 1978-1979, car pour l'ayatollah Khomeyni le nucléaire est le diable. Entre-temps, 80 % des réacteurs de Busher avaient tout de même été construits.

Ensuite, la nucléarisation reprend au gré de la guerre avec l'Irak. Les réacteurs ne sont que très partiellement bombardés.

En 1988, à la mort de l'ayatollah Khomeyni et suite à la fin de la guerre avec l'Irak, apparaît alors une certaine volonté de reprendre la construction des réacteurs. Cependant les États-Unis opposent leur veto : c'est un veto politique mais pas juridique. On peut juger que cela a été une maladresse.

En 1995, l'Iran signe un accord avec les Russes pour finir la construction des réacteurs, mais ceux-ci ne sont toujours pas terminés. Par ailleurs les États-Unis attaquent le contrat car ils craignent une militarisation de ces réacteurs.

Or il n'y avait pas de retraitement iranien du nucléaire puisque celui-ci était effectué en retour en Russie.

La *Nuclear Posture Review* américaine en 2002 visait clairement l'Iran, ce qui donne en fait des arguments permanents à ce pays pour avoir une dissuasion nucléaire. Par ailleurs, soulignons que les Russes ne sont pas très coopératifs non plus avec les États-Unis sur ce dossier.

Si, à la fin de l'été 2002, le gouvernement iranien reconnaît le début d'un programme militaire, l'AIEA n'a pas toutes les informations pour l'évaluer.

* Directeur de recherche, IRIS.

2. Où en sommes-nous aujourd'hui ?

En novembre 2003, il y a l'accord entre l'Iran et trois pays européens (l'Angleterre, la France, l'Allemagne) : c'est une initiative européenne capitale. En juin 2004, l'Iran met fin à l'accord ; puis le 15 novembre 2004, l'Iran accepte à nouveau la suspension.

En novembre 2004, il y a une réunion du conseil des gouverneurs de l'AIEA, au cours de laquelle il est montré que l'Iran est arrivé presque au seuil de la militarisation ; il a presque toute la filière :

- mise en exploitation de gisements d'uranium (40 à 50 tonnes par an, donc une quantité trop faible pour une utilisation économique).
- transformation en gaz (extrafoliure).
- centrifugeuses avec le réseau pakistanais de Abdul Khan. Ces centrifugeuses ne sont pas très bonnes, mais dans les faits l'Iran a la capacité de fabriquer des centrifugeuses.
- 1 274 rotors avec assemblage de centrifugeuses. Deux tonnes d'extrafluorure ont été transformées en fluorure donc différent du gaz, ce qui montre que l'Iran est très avancé.

Le problème est que l'AIEA ne sait pas si d'autres sites existent, ni si des travaux de militarisation ont été effectués. Pour Parchin², en novembre, les *moudjahidine* disent qu'il y a eu militarisation. L'AIEA visite le site en question trois mois plus tard, et ne voit évidemment rien.

On parle aussi de plans d'armes chinoises, mais datant des années 60.

S'il n'y a pas de militarisation prouvée, de nombreuses questions restent à poser à l'Iran :

- pourquoi ce silence depuis 20 ans ?
- pourquoi ce mensonge depuis deux ans ?
- pourquoi se lier au réseau Abdul Khan ?

3. Variables et enjeux

Sur le plan interne, il existe beaucoup de groupes, et peu de certitudes sur ceux qui ont réellement le pouvoir. Les intentions de ces groupes sont sans doute différentes :

- certains ne veulent pas de nucléaire du tout.
- certains veulent du nucléaire civil.
- certains veulent du nucléaire, et pourquoi pas du nucléaire militaire.

Parmi les inconnues, il y a les promesses faites par l'Union Européenne, comme l'entrée de l'Iran à l'OMC. Or l'Union Européenne n'est pas la seule à décider de cette entrée évidemment. Une autre inconnue est l'attitude américaine : est-ce que les États-Unis vont accepter de parler avec l'Iran ?

² NDLR – Le complexe militaire de Parchin est situé à une trentaine de km au sud-est de Téhéran. Sur ce site sont expérimentés, testés et produits des munitions et des missiles. Il pourrait abriter également un site de recherche nucléaire.

Des inconnues plus larges existent enfin :

- le cadre de négociation sera-t-il maintenu ?
- peut-on craindre des frappes préventives d'Israël ou des Etats-Unis ?

Par ailleurs, tout cela dépend des élections iraniennes et peut aller dans tous les sens.

Beaucoup de pays ont adhéré au TNP, en vertu de la croyance en une sécurité accrue. Alors il faut se poser la question de l'avenir du TNP, si l'Iran le dénonce. Une étude américaine montre que l'attachement au TNP n'est pas si certain en cas de première rupture, sauf pour l'Allemagne. On passerait alors de huit pays nucléaires à quinze.

Intervention de Xavier Pasco*

Considérés isolément, les efforts de l'Iran dans le domaine balistique ne contribuent pas à réellement clarifier l'état des capacités iraniennes en matière d'armes nucléaires, ainsi que la réalité des intentions derrière l'affichage. Bien sûr, dans ce domaine particulier comme dans celui qui touche à l'arme elle-même, le contexte politique est partie prenante des déclarations et des démonstrations. Engagé depuis de nombreuses années, l'effort balistique iranien apparaît comme éminemment politique avec des réalités techniques qui restent difficiles à évaluer.

Le plus souvent lorsqu'il est observé du point de vue occidental, cet effort semble se résumer aux fameux missiles Shahab, hérités de la technologie nord-coréenne de type NoDong, et donc de la technologie SCUD-C si symbolique du phénomène de prolifération balistique. Le patient investissement dans cette filière proliférante par excellence, testée avec des succès mitigés depuis 1998, concentre l'attention. L'équipement de quelques troupes d'élites en juillet 2003, ainsi que de nouveaux essais réalisés en août et en octobre 2004 ont semblé confirmer cette orientation. En particulier, les dimensions plus importantes du missile, la forme particulière de son dernier étage ainsi que d'autres détails techniques remarqués lors des essais de 2004 ont immédiatement conduit à faire le lien avec le regain d'activité annoncé autour de la production de l'arme nucléaire.

Indépendamment de la réalité technique de ces évolutions, qui reste par définition inaccessible à l'observateur extérieur, il est intéressant de noter que depuis plusieurs mois le contexte est propice de tous côtés à une surenchère sur la dialectique missile-arme. La situation actuelle se traduit bien par un renforcement délibéré de l'effet politique produit par l'effort balistique. Les déclarations multiples, les interrogations sur la disponibilité réelle de l'arme, tout concourt à mettre en place les conditions de négociation stratégique et politique au plus haut niveau. Par ce fait même, l'observateur se trouve dans un schéma de pensée où les attentes du « next step » logique sont si apparentes qu'il paraît même possible au pouvoir iranien de les « devancer ». Cette situation pose par exemple le problème déjà évoqué de la forme haute du Shahab-3 et de son interprétation qui répond nécessairement aux attentes et renforce l'impression d'un pas réalisé en matière de nucléarisation des vecteurs balistiques. Porteur ou non d'une réalité technique, l'effet politique recherché est en tout cas atteint.

Le Shahab-3 fait aujourd'hui clairement l'objet d'une exploitation déclaratoire dans un contexte qui se prête à cette exploitation. D'où l'importance, plus grande que jamais dans cette période de surenchère nucléaire, d'analyser froidement les éléments techniques de l'effort balistique iranien. Suivant cette logique, on peut penser que les éléments décisifs sont de deux ordres :

* Maître de recherche, FRS.

- D'une part, les capacités d'étagement sont incontournables pour ambitionner la possession d'une arme de nature stratégique. On évoque aujourd'hui une version Shahab-5 qui pourrait faire office de lanceur spatial tandis que l'Iran continue confirmer son intérêt pour l'espace en annonçant pour 2006 son premier satellite mis en orbite pour cette fois par un lanceur russe. Bien sûr, à terme, un effort spatial iranien civil continu peut avoir des conséquences directes sur l'amélioration des techniques d'étagement.
- Mais surtout, au-delà des technologies Shahab à propulsion liquide, il faut porter l'attention sur la capacité de l'Iran à maîtriser les technologies des propulseurs solides, notamment pour les grands diamètres. Il s'agirait alors d'un pas réellement décisif car conférant à l'Iran une capacité militaire et stratégique véritablement opérationnelle. Notons simplement que, longtemps masqué par l'effort Shahab, le discours tenu en Iran sur les progrès réalisés dans ce domaine s'intensifie. Compte tenu des difficultés inhérentes à la propulsion solide, ces progrès confèreraient alors à l'Iran un tout autre statut stratégique sur la scène régionale et internationale. Là encore, il reste à mesurer la signification des déclarations récentes faites par les autorités iraniennes elles-mêmes au sujet de la compétence que l'Iran aurait acquise dans ce domaine.



Débat avec la salle

Bernard Sitt

Les preuves à charge dans le domaine du nucléaire me semblent beaucoup plus tangibles que dans le domaine balistique, qui est davantage ambivalent. Je souligne ici, après l'exposé de Xavier Pasco, l'importance de l'affichage pour obtenir une certaine crédibilité, même si les outils effectifs ne sont pas encore disponibles, et même s'il s'agit de bluff. Le tableau nucléaire est extrêmement difficile à comprendre, avec un horizon relativement bouché pour l'instant.

L'Iran n'apparaît pas comme un Etat monolithique : il y a à la fois des fondamentalistes, qui pourraient avoir tendance à dire qu'il leur faut une bombe nucléaire, et des modérés, qui pourraient avoir tendance à penser le contraire.

Deuxièmement, il faut souligner la crainte iranienne d'une saisine du Conseil de sécurité, mais l'AIEA ne veut pas encore aller jusque-là. Cette crainte explique que les Iraniens aient accepté de négocier, c'est-à-dire de gagner du temps, avec les Européens. Par ailleurs, l'AIEA a pu dire que l'Iran était en violation des accords de garanties, mais elle n'a pas encore pu établir que l'Iran avait violé ses engagements de non-prolifération.

Georges Le Guelte

Je suis tout à fait d'accord avec l'intervention de Xavier Pasco. Colin Powell a dit, il y a quelques semaines, qu'il avait des informations sur la militarisation du nucléaire. Cependant, ceci n'est pas une véritable nouveauté. Sans doute y a-t-il une volonté de bluff de la part des États-Unis. Beaucoup de personnes n'ont pas compris le sens ni le moment de cette intervention : en fait Colin Powell poussait l'AIEA à une visite de Parchin, car il serait très important de savoir si, effectivement, des recherches ont été faites et dans quelle mesure elles sont compatibles avec ce que l'on peut savoir sur les missiles. On voit très bien que les Iraniens n'ont aucunement envie que l'on sache ce qui est fait à Parchin.

Il y a, entre les arrêts et la reprise des négociations avec l'Iran, plusieurs interrogations. L'AIEA n'est pas en mesure de dire s'il y a ou non d'autres sites travaillant à la militarisation du nucléaire. L'AIEA est très dépendante des informations délivrées par les *moudjahidine* du peuple : les visites qu'elle effectue, en fonction de ces informations, plusieurs mois après qu'elles aient été rendues publiques, n'aboutissent généralement à aucune découverte.

Peu après l'accord obtenu par les trois pays européens, les mêmes *moudjahidine* du peuple ont indiqué que la militarisation se poursuivait à Parchin. C'était au mois de novembre 2004. L'AIEA y est donc allée la semaine dernière ; nous n'avons donc pas encore d'informations sur cette visite. Mais vous comprenez bien qu'en trois mois les Iraniens ont largement eu le temps de faire le ménage.

Est-ce que l'Iran, comme la Libye, a reçu du réseau Abdul Khan les plans d'une arme expérimentée par la Chine au milieu des années 60 ? On n'en sait rien.

Toutes ces incertitudes viennent en contrepoint d'une autre réalité : alors que les Iraniens sont très près de pouvoir mettre de l'uranium gazeux dans leurs centrifugeuses, ils n'ont encore cependant rien fait. Il n'y a pas eu de violation du traité de non-prolifération. Ils n'ont pas produit d'uranium pour le moment, sauf en très petites quantités à titre expérimental.

La grosse difficulté pour les Iraniens, alors qu'il n'y aurait pas pour le moment de réelle militarisation nucléaire, est d'expliquer pourquoi ils essayent de dissimuler leurs

installations depuis vingt-ans, pourquoi ils ont attendu que les *moudjahidine* du peuple dévoilent l'existence des installations, pourquoi ils sont allés s'approvisionner auprès d'un réseau de trafic, pourquoi maintenant depuis deux ans ils ont en permanence menti, donné de fausses informations, refusé d'ouvrir leurs installations. Tout ça ne donne pas l'image d'un pays qui n'a rien à cacher et dont les intentions sont pures.

En ce qui concerne les variables internes, il est probable qu'il existe en Iran des groupes d'opinions divergentes. Certains veulent absolument l'arme nucléaire. D'autres veulent avoir accès à l'énergie nucléaire pour un usage économique. D'autres encore se disent qu'il n'est pas, au fond, très mauvais d'aller au bout de ce qu'il est possible de faire en matière nucléaire, en restant juste au seuil de la militarisation. D'autres enfin n'ont pas là-dessus des idées très claires : ceux-là jugent uniquement en fonction des pressions qui pourront s'exercer sur l'Iran.

Dans les inconnues, il y a ce qui peut être attrayant, c'est-à-dire les promesses faites par les Européens. Cependant, beaucoup de ces promesses ne dépendent pas uniquement des Européens, comme l'entrée de l'Iran dans l'OMC. Il existe aussi la très grosse inconnue relative à l'action de la Maison-Blanche. Est-ce qu'il faut accepter de parler avec les Iraniens alors que depuis vingt-cinq ans leur politique est fondée sur la rancune ?

Troisième variable, va-t-on rester dans une dynamique de négociations sans que les Iraniens comme ils l'ont fait auparavant s'en retirent à un moment ou un autre ?

Qu'en est-il de l'hypothèse de frappes préventives, soit israéliennes, soit américaines ? On en a parlé très récemment dans la presse. Les enjeux sont très considérables, notamment à partir des élections iraniennes : il s'agit de savoir comment se fera la répartition des pouvoirs.

Sur le plan régional, il y aurait des conséquences très divergentes selon les trois scénarios déjà évoqués :

- l'Iran rentre dans le jeu et ne fait pas du tout d'enrichissement,
- l'Iran réussit à se procurer des armes sans provoquer de réaction majeure et conséquente,
- l'Iran fait l'objet de frappes préventives.

Il suffit d'évoquer ces trois scénarios pour comprendre les conséquences divergentes sur le plan régional.

Sur un plan plus vaste, il y a un enjeu qui, à mon sens, n'est pas négligeable : beaucoup de pays ont adhéré au TNP à partir de la constatation que leur sécurité était beaucoup mieux assurée si leurs voisins n'avaient pas d'arme nucléaire. Or s'ils voient leurs voisins en acquérir, et que les grandes puissances sont incapables de l'empêcher, ils peuvent très bien être tentés de changer de position. Je parle là d'une étude effectuée par les Américains concernant huit pays, et montrant la fragilité du système instauré par le TNP. Seule l'Allemagne y semble véritablement et définitivement attachée.

Les solutions qui seront trouvées à la crise nord-coréenne et à la crise iranienne seront d'une importance fondamentale pour la pérennité du TNP.

Soulignons enfin que les blocages techniques à une production nucléaire militaire peuvent désormais être relativement facilement levés, notamment par l'intermédiaire de réseaux clandestins.

Question

L'Iran est un plateau de la mer Caspienne, à environ 1 200 mètres de hauteur, avec des chaînes de montagnes extrêmement importantes. Il y a actuellement 21 sites cachés dans des profondeurs différentes des montagnes du nord. Ce n'est pas pour rien que les Américains ont mis au point des missiles capables de perforer des bunkers à des profondeurs de 250 à 300 mètres. Au sud-est, à Zaboul, en 1966, il y a eu une explosion de matières fissiles, alors qu'on a parlé à l'époque de tremblement de terre. Voilà le problème des sites nucléaires.

Deuxièmement, il faut savoir que l'Iran, en interne, doit prendre en compte plus de 45 millions de jeunes qui ont moins de 30 ans. Cette masse doit être contrôlée par autre chose qu'une police intérieure : cette autre chose est le chantage au nucléaire militaire. C'est pour cela que je suis sûr que Shahab-3 et Shahab-4 ont une portée supérieure à 1 500 kilomètres, contrairement à ce qu'a dit Xavier Pasco. Il n'y a aucun doute sur le fait que le régime iranien cherche à accéder à la puissance nucléaire militaire. On ne peut pas le reprocher, il est vrai, à un grand pays comme l'Iran, compte tenu de sa superficie (plus de 1 670 000 km²) et du nombre de sa population (70 millions d'habitants). Cependant le danger réside dans le fait que ce pays est doté d'un pouvoir totalitaire qui a un penchant très fort pour le terrorisme international. C'est cela le danger.

Enfin, que pensez-vous des bombinettes sales ? Cela est facile à obtenir et à utiliser, à Tel-Aviv, à Jérusalem, à Paris ou ailleurs.

Bernard Sitt

L'Iran ne semble pas vouloir se servir des bombinettes sales. Par ailleurs les bombes sales, radiologiques, sont plutôt pour les terroristes, et ne correspondent pas à des armes de destruction massive. Les bombes sales ne représentent pas une véritable menace comparée aux autres armes.

Question

Shahab-3, d'une portée de 1 000 km pour une charge utile d'une tonne, n'est-il pas le signe que l'Iran veut aller plus loin ? 1 000 km est une très mauvaise portée : le missile n'est plus tout à fait endo-atmosphérique, pas encore vraiment exo-atmosphérique. La charge rentre dans l'atmosphère dans des conditions déplorables, avec un angle qui entraîne des ricochets et donc forcément une grande imprécision sur l'impact. Quand on est au milieu du gué, il faut aller plus loin. Dans le cas contraire, une portée de 700 km aurait suffi.

Xavier Pasco

La remarque est effectivement très pertinente. Pour Shahab-3, on parle d'une erreur possible variant entre quelques centaines de mètres et quelques kilomètres. Il y a donc eu, semble-t-il, une amélioration de la précision souhaitée lors des deux tests d'août et d'octobre 2004. Il faut souligner aussi les travaux sur les guidages de haute technologie (avec GPS notamment) et sur le corps de rentrée atmosphérique. Je crois qu'il existe réellement une volonté d'aller plus loin : les deux tests d'août et d'octobre semblent montrer l'importance des travaux effectués sur le guidage. Les performances ont été accrues.

Cependant cette volonté sera bloquée par le verrou de l'étagement. Le missile testé est en effet toujours à mono-étage. Il y a donc là une petite difficulté. Cela dépendra de l'importance de l'investissement iranien en la matière. Les photos montrées à la télévision tendent à montrer une amélioration, mais il y a là aussi un phénomène d'affichage.

Question

Travaillant à Vienne, je voudrais dire que je perçois très bien cette logique d'affichage de la part de l'Iran et de ses diplomates. Cependant il existe aussi une grande détermination, y compris des gens qui sont très proches des réformateurs, à s'opposer à toute option militaire extérieure, c'est-à-dire américaine. Il me semble que les Iraniens sont assez unifiés sur ce point. Ils veulent garder toutes les options ouvertes. Ils se croient suffisamment habiles pour développer une voie peut être très originale vers le nucléaire, tout en se liant à des contrôles internationaux. Par ailleurs, il me semble que les diplomates iraniens, au moins une partie d'entre eux, souhaitent une alliance avec les Américains et les Israéliens. Ils pensent qu'ils ne pourront jamais s'entendre avec les Arabes, qu'ils seront toujours isolés : leur prospérité et leur sécurité ne pourraient que profiter d'une alliance avec Israël et les États-Unis. Cela peut paraître bizarre mais c'est aussi assez réaliste. C'est d'ailleurs sur cette voie pacifique que parient les pays européens. Ce qu'il faut arracher, c'est un accord qui serait appuyé par les Américains.

Bernard Sitt

Il est tout à fait clair que l'Iran a de longue date eu une politique de puissance, mais qui peut revêtir des formes diverses selon les circonstances. Vous avez raison de souligner l'ambivalence de sa relation avec Israël. S'agissant de l'action diplomatique à Vienne, vos remarques s'appliquent effectivement tout à fait.

Question

Il faut se demander pourquoi les accords de 2003 n'ont pas fonctionné, et pourquoi ceux de 2004 semblent promis à un meilleur avenir. Il faut faire comprendre aux Iraniens que l'intérêt national de l'Iran n'est pas d'aller au-delà de ce qu'ils ont déjà. Mais en même temps nous devons leur fournir en contrepartie des éléments plus tangibles pour leur sécurité dans la région. Il manque des choses dans la balance. La diplomatie européenne est loin d'être maîtresse des cartes. En outre, elle lie les négociations nucléaires avec les négociations commerciales, elles-mêmes plombées par la question des Droits de l'Homme. Enfin, si jamais dans un scénario un peu fou l'Amérique et l'Iran se liaient un peu plus, l'Union Européenne aura peut-être quelque chose à perdre dans l'affaire. Nous ne devons pas être les dupes dans cette question. L'Europe a intérêt à avancer au plus vite dans la sécurisation d'un certain nombre d'accords avec l'Iran.

Bernard Sitt

Vous abordez là, d'une manière générale, la politique des sanctions. Quels sont les leviers d'action efficace que doivent se partager les pays européens et les États-Unis ? L'action économique ne peut pas être oubliée dans cette négociation sur le nucléaire.

Question

Pourrait-on faire le point sur la position américaine lors du premier mandat Bush sur ces questions nucléaires iraniennes ?

N'y a-t-il pas eu erreur des services de renseignement américains sur le nucléaire iranien, suite à la question des armes de destruction massive en Irak ?

Georges Le Guelte

Oui, la question des armes de destruction massive en Irak a compliqué les choses pour l'évaluation de la situation en Iran. Le problème est que les services de renseignement se sont très souvent référés à des informations qui leur ont été délivrées par des opposants et des expatriés. Or, les expatriés ont beaucoup parlé, et fort. L'AIEA a voulu vérifier à

chaque fois et n'a jamais rien trouvé ! Les informations étaient souvent erronées. L'AIEA s'est trouvée en perte de crédibilité tout comme les services américains, du fait de la publicité et de l'absence de précisions des informations. Souvent, non seulement les informations n'étaient pas très fiables, mais cela a porté atteinte à la crédibilité de l'AIEA en Iran même. L'Iran a eu beau jeu de le signaler. Lorsque des choses exactes ont été dites, on ne les croyait plus. Or parmi les éléments dont l'Iran avait besoin, certains ont tout de même été stoppés : des équipements étaient importés de Chine et de Russie, mais ont été bloqués par les Etats-Unis. Il faudrait à l'avenir éviter de rendre publiques les informations que l'AIEA souhaite vérifier.

Bernard Sitt

La situation irakienne n'est pas comme la situation iranienne. En Irak, il s'agissait d'une recherche *in vitro*, et vouée à l'échec dans un pays dévasté. En Iran, les activités nucléaires se poursuivent, *in vivo*. Cette situation est donc plus compliquée.

Question

A vous entendre, on a l'impression que l'AIEA n'a pas énormément de capacités d'action. Quels sont les autres moyens de vérification de l'AIEA ? Quelles sont les limites de l'AIEA ?

Georges Le Guelte

Les moyens d'action de l'AIEA sont très faibles, du fait même de la volonté et de l'insistance des pays occidentaux ayant des enjeux industriels dans le nucléaire. Ceux-ci ne veulent pas être trop embêtés dans leurs propres activités, et les limites posées consciemment et délibérément pour des raisons industrielles à l'AIEA profitent évidemment à des pays comme l'Iran. Il est vrai que le protocole additionnel améliore les choses. On ne peut pas tout permettre à des inspecteurs internationaux, mais lorsque les enjeux sont aussi grands il est extrêmement important de donner plus de moyens à ces inspecteurs.

Bernard Sitt

Le budget de l'AIEA a été gelé pendant 20 ans, ces moyens sont toujours très faibles. Le jour où tous les Etats membres, c'est-à-dire 140 pays, auront signé le protocole additionnel, on se rendra bien compte des moyens, notamment financiers, extrêmement limités de l'agence. Il faudrait envisager un quadruplement du personnel. La communauté internationale devra bien faire quelque chose.

Question

Est-ce que l'AIEA a pu tirer parti de ces échecs passés, comme avec l'Argentine, l'Afrique du Sud et la Corée du Nord ? Est-ce que l'AIEA en a pris conscience ?

Georges Le Guelte

Vous soulevez là des problèmes différents. L'Afrique du Sud n'a jamais signé le TNP, il n'y a donc pas de vérification possible d'un point de vue juridique. La Corée du Nord n'a pas ratifié le traité mais l'a seulement signé ; et lorsqu'elle l'a eu ratifié, elle n'avait pas signé l'accord de garanties : la situation est donc à peu près identique à celle de l'Afrique du Sud. Or, lorsque l'accord de garantie a été ratifié, l'AIEA n'a mis que quelques semaines pour se rendre compte de la situation en Corée du Nord.

Quant à l'Irak, il n'a jamais signé le protocole additionnel. L'AIEA ne pouvait se rendre que dans les installations déclarées par l'Irak, et ce pays ne déclarait pas d'installations, ce qui

avait complètement échappé aux services de renseignement du monde entier ! On ne peut pas demander aux inspecteurs de l'agence d'être des agents de renseignement, ce n'est pas leur travail.

Je dirai que les échecs sont ceux des services de renseignement, mais pas de l'AIEA ni de ses fonctionnaires.

Deuxième table ronde

STRATEGIE REGIONALE DE L'IRAN

Introduction par Jean-François Daguzan*, Président de la table ronde

L'Iran a peut-être de bonnes raisons de vouloir un nucléaire militaire. Le pays se trouve dans un environnement hostile ou nucléarisé (Pakistan, Inde, Israël). Au niveau politique, les États-Unis sont en Irak et en Afghanistan ; l'islamisme est très présent en Asie centrale ; et on ne sait si la Turquie est en Europe ou non. On peut ajouter à ces questions ou incertitudes celle d'une éventuelle alliance russo-iranienne : peut-elle apparaître ?

* Maître de recherche, FRS.

Intervention de Olivier Roy*

Quels sont les objectifs de l'Iran et quel est l'environnement régional ?

L'objectif de l'Iran est assez simple : il s'agit d'être LA puissance régionale, notamment dans le Golfe. L'Iran ne vise pas un développement à l'Est, vers l'Asie centrale ou le Caucase, ou l'Afghanistan. Même si l'Etat regarde partout autour de ses frontières, ce n'est pas par rapport à ces zones que la politique extérieure de l'Iran se comprend.

L'Iran veut avoir la bombe nucléaire, car son environnement l'a (Pakistan, Inde, etc.). Cela est clair : c'est une question stratégique prioritaire, notamment pour deux raisons. L'Iran vise d'une part à sanctuariser le pays par rapport aux États-Unis, d'autre part cela permet au pays de ne plus être menacé. En effet les États-Unis n'attaquent pas un pays si ce dernier possède la bombe. Le problème est donc d'avoir la bombe avant que les États-Unis n'interviennent. C'est le seul moyen pour les Iraniens de ne pas avoir d'ennuis. Nous avons donc une course dans le temps. L'Iran a les moyens d'encaisser toutes sortes de pressions, et il y en aura sous forme de sanctions, de soutiens à l'opposition intérieure, etc. Pour le moment, les choses se passent plutôt bien pour l'Iran.

Il y a un paradoxe : les États-Unis définissent aujourd'hui l'Iran comme l'ennemi prioritaire. Or, depuis quatre ans, les États-Unis ont détruit les deux ennemis héréditaires et déclarés de l'Iran, à savoir l'Irak et les Taliban. Cependant avec les élections irakiennes, si l'Irak connaît un régime stable, avec une coalition gouvernementale fondée essentiellement sur des partis chiïtes, alors cela aidera l'Iran. Un tel régime serait non hostile à l'Iran, sans en être forcément un allié. Les États-Unis, pour d'autres raisons, veulent cette stabilité du régime irakien : un éclatement ou un enlèvement en Irak empêcherait en fait les États-Unis de pouvoir intervenir, éventuellement, en Iran, à partir de l'Irak. Nous avons donc une situation à front renversé. Ce genre de situation demande une gestion très fine, or je ne suis pas certain que ce soit le cas aujourd'hui.

Cette situation à front renversé a des effets très importants dans les pays arabes sunnites. En Syrie, il existe un régime plutôt hétérodoxe, qui n'est pas sunnite ; cependant ce régime s'est rangé du côté des régimes arabes sunnites. L'obsession de Damas jusqu'à Riyad est l'idée de voir émerger un Irak chiïte. Ces Etats peuvent craindre la création d'un pôle chiïte, qui contrôlerait l'essentiel des ressources pétrolières du golfe, même si ce pôle est hétérogène. Les chiïtes locaux sont aussi nationalistes. Cependant, beaucoup d'arabes sunnites pensent qu'il y a une stratégie américaine de pôle chiïte, à tort, même si beaucoup de néo-conservateurs poussent dans ce sens-là. Soulignons cependant que ces néo-conservateurs n'ont pas beaucoup d'influence sur la politique suivie par la Maison-Blanche. On n'est pas dans une stratégie de remodelage du Moyen-Orient avec des références religieuses, qui opposeraient les chiïtes et les sunnites.

* EHESS.

La politique de l'Iran n'est pas non plus d'une très grande subtilité :

- Il faudrait un changement sur le problème israélo-palestinien, même si l'Iran ne soutient pas tant que cela le Hezbollah. Ce dernier peut vivre sans l'Iran.
- En outre, le discours iranien n'est jamais très rassurant. Il n'est jamais bon que la rhétorique, même sans acte concret, soit violente.

Les Américains peuvent-ils faire quelque chose contre l'Iran ?

Pour les Etats-Unis, il reste difficile d'intervenir ponctuellement en Iran, car il y a le risque de déstabilisation de l'Irak. Il y aurait contradiction entre une intervention en Iran et l'objectif de stabilité en Irak.

Par ailleurs les Iraniens n'ont pas du tout mis leur influence en jeu en Afghanistan. Ils sont restés neutres et d'une bienveillance reconnue par les États-Unis. Ils s'accommodent très bien du président Karzai, et le soutiennent. Même si Karzai est d'origine pachtoune, les Iraniens n'ont jamais joué avec excès des références ethniques. Ils ne veulent pas que l'Afghanistan soit islamisé.

Plus le temps passe, et moins les Etats-Unis peuvent intervenir. Le but de l'Iran est donc de gagner du temps : dix-huit mois, deux ans, je n'en sais rien. Cela explique que l'Iran n'a aujourd'hui aucune raison de faire des concessions de fond. Or tout est bon pour gagner du temps, y compris le dialogue avec les Européens. Il est possible que, personne n'ayant de véritable solution autre qu'un coup de force aux conséquences désastreuses, cela continuera au profit de l'Iran.

On arrive alors à deux scénarii :

- soit l'Iran gagne et devient alors une puissance régionale. Une normalisation s'en suivra.
- soit il y a coup de force des États-Unis, et cela signifie l'entrée dans l'inconnu, sans doute assez mauvais pour les Etats-Unis, et surtout plus mauvais pour les États-Unis que pour l'Iran.

Intervention de Shahram Chubin *

Je voudrais faire ici plusieurs remarques d'ordre général.

Premièrement, nous ne savons pas ce que l'Iran fait et nous ne savons pas ce que l'Iran veut : soit le pays veut aller vers la bombe, soit il s'oriente vers une option japonaise, c'est-à-dire arriver à la limite technologique antérieure à la production.

Quel est l'état du programme nucléaire ? Nous n'en savons rien non plus. Il y a une marge d'erreur possible dans le renseignement, comme en 2003, et comme dans la situation irakienne. Nous savons aussi qu'il y a beaucoup de facilités pour acquérir les technologies nucléaires, notamment par des réseaux clandestins. Le problème est que si nous frappons l'Iran, alors ce pays se retirera du TNP et pourra conduire une politique d'acquisition des technologies de manière beaucoup plus facile. C'est là tout le paradoxe de la question iranienne.

Qu'en est-il de la rationalité de la stratégie iranienne ? Il y a plusieurs types ou niveaux de rationalité. Je ne crois pas qu'il y ait, en premier lieu, une rationalité stratégique en terme d'utilité, c'est-à-dire dans le sens par exemple de la France et de la dissuasion nucléaire, ou bien comme pour le Pakistan, l'Inde, etc. L'Iran n'a pas une telle analyse historique la conduisant à ce type de rationalité stratégique. Par contre, l'Iran peut chercher la bombe nucléaire pour des questions de prestige au niveau international. La rationalité stratégique reposant sur la crainte des voisins n'est pas celle qui me paraît agir dans le cas iranien.

Les États-Unis n'ont jamais été aussi antagonistes vis-à-vis de l'Iran, et dans un contexte de bluff il devient impossible de savoir qui bluffe qui. Le problème est de savoir si l'Iran est plus intelligent que nous. Mais qui bluffe qui et à propos de quoi ? Cette question se pose à l'infini.

Pourquoi nous inquiétons-nous de cette situation ? Il en va de l'identité du TNP et du problème de la prolifération : la question iranienne doit se comprendre par rapport à ces deux problèmes, nettement plus que par rapport au seul problème iranien. La question nucléaire pose le problème de la stabilité des régimes au Moyen-Orient.

Quel type d'État a-t-on en Iran ? Autoritaire, militariste, démocratique, transparent, responsable, stable, etc. ? Le dispositif de sécurité est-il stable ? Est-il sous le contrôle du pouvoir civil ? A vrai dire, je ne pense pas que l'Iran soit dangereux.

L'Iran se veut un modèle, et pas seulement pour la révolution islamique. Cependant l'impact du nucléaire sur le type d'État est fort et peut inquiéter les voisins. L'Iran doit faire face à la décomposition de l'Irak et à la supériorité militaire d'Israël. Par rapport à ce contexte, il est difficile de condamner l'Iran dans ses ambitions nucléaires. En outre, le golfe persique a toujours été en compétition pour le contrôle de la stabilité.

* Centre de Politique de Sécurité (Genève).

Qui peut être inquiété ? L'Irak, l'Égypte, tout pays qui est déjà nucléaire... La menace peut être directe ou indirecte.

Quelles sont alors les réactions possibles ?

Il est possible qu'il se produise un apaisement. C'est une première solution, à la *Big Brother*.

Deuxièmement, l'Iran n'a jamais eu de bonnes relations avec ses voisins, et a toujours combattu pour l'hégémonie régionale. Il s'agit là de voir quels sont les pays qui peuvent se sentir directement menacés par un armement nucléaire iranien, et quels sont les pays qui craignent indirectement l'armement nucléaire iranien à cause de ses conséquences sur le TNP. La question est alors de savoir quel pays sera en charge de la réponse régionale, du point de vue de l'équilibre entre puissances. Quel pays mettra en place un pôle stabilisateur dans la région ? Quel sera le pays stabilisateur pour l'ensemble de la région ? Cette question est en train de renaître et porte potentiellement des germes de conflits.

Les infrastructures des pays voisins (Turquie, Égypte) sont loin de pouvoir fonder une force nucléaire ; à tout le moins on serait ici dans une réponse de long terme.

Israël doit aussi s'ouvrir, rendre davantage public son programme nucléaire. C'est un moyen de diminuer la menace.

En conclusion, je ne vois pas de menace immédiate. Je ne vois pas non plus pour l'Iran de concurrent véritable à la course vers la puissance régionale.

Intervention de Michel Makinsky*

Il est nécessaire d'être extrêmement prudent. En cela nous sommes aidés par l'actualité, du fait :

- des élections irakiennes ;
- des élections présidentielles iraniennes le 17 juin 2005.

Ce sont là deux clés pour la compréhension de notre sujet.

La menace et la perception de la menace sont déterminantes. Alors que nous tentons de faire un inventaire, réel ou supposé, des technologies présentes, des productions existantes, nous sommes assez rapidement renvoyés à l'affichage, aux perceptions, et aux représentations de ces faits matériels tangibles difficilement vérifiables. On peut donc poser le problème de manière inverse : pour la stratégie souhaitée, quels matériels sont nécessaires ? C'est là toute la notion de menace. Or les mollahs ont une perception assez aiguë, sans doute avec raison, des menaces qui les visent.

Beaucoup d'analystes israéliens pointent une menace iranienne matérielle, en détaillant l'arsenal technologique et productif de manière extrêmement précise, mais il manque l'analyse stratégique proprement dite. Le but pour Israël est de montrer que l'Iran veut l'attaquer et pourra le faire dans deux ans. Il faut garder à l'esprit que ces analyses israéliennes ont en arrière plan la question palestinienne. Il faut sortir de ce débat. Nous pouvons alors reprendre la bonne vieille technique des scénarii, en tant qu'exercice intellectuel.

Imaginons que nous sommes en 2008, que l'Iran a parfaitement maîtrisé toutes les technologies nucléaires, que le pouvoir iranien est plus que menaçant, et qu'un missile part et vitrifie Tel-Aviv. Que se passerait-il ? Les Américains ne seront pas inertes, et la situation pour l'Iran s'apparente à un suicide. Or on peut penser que la rationalité iranienne refuserait cela. Aucun Iranien ne voudra aller à cette situation de vitrification.

Mais, il n'est resté pas moins qu'au-delà de la politique de puissance et d'hégémonie régionale, l'Iran a quelques raisons de craindre les menaces américaines.

Que se passerait-il en cas de frappes préemptives ? On aurait probablement un échec, non seulement technique mais aussi politique, du fait du nationalisme iranien. Le réflexe nationaliste est réel, comme l'a montré le conflit entre l'Iran et l'Irak durant les années 1980. Les Iraniens avaient beaucoup misé sur les chiites irakiens, tout comme les Irakiens avaient beaucoup misé sur les tribus arabes en Iran, or chaque groupe religieux a fait un choix national.

Les Iraniens jouent plusieurs parties à la fois, c'est-à-dire la centralisation et le développement économique en même temps, alliés à l'objectif de sécurisation stratégique au niveau régional. Ils attendent des réponses sur ces deux sujets. Il faut aussi souligner

* Conférencier à l'ESCEM de Poitiers.

que les accords commerciaux entre l'Europe et l'Iran sont sans doute beaucoup plus importants pour l'Europe elle-même que pour l'Iran. Nous devons par ailleurs prendre en compte les difficultés actuelles des réformateurs en Iran, notamment depuis février 2003. Le camp réformateur n'a aucune stratégie politique homogène, et a eu beaucoup de mal à en définir une pour les élections présidentielles de juin 2005. De l'autre côté, si les conservateurs sont sortis largement vainqueurs des élections législatives de 2003, on ne sait pas véritablement qui a gagné en leur sein. On ne sait pas qui sont ces nouveaux conservateurs parmi les nouveaux élus : beaucoup ont dit, notamment à destination de la communauté internationale, qu'ils étaient pragmatiques. Ils pointent plutôt la bombe sociale, c'est-à-dire le marché de l'emploi en Iran. Du point de vue moral, ils préviennent que le modèle sera chinois.

Comment faut-il imaginer les liens entre l'Iran et la Turquie ? Les relations ont toujours été complexes entre la Turquie et l'Iran, notamment d'un point de vue économique. Même s'il y a eu un accord en la matière, un faible commerce effectif en est sorti. Il existe tout de même une alliance stratégique israélo-turque. Elle a un peu été mis à mal récemment car le Premier ministre nouvellement en place en Turquie tente une certaine islamisation du pays. La coopération navale, le vol libre possible au-dessus de la Turquie par Israël restent de nature à inquiéter l'Iran.

On surestime beaucoup la menace réelle de l'Iran sur la question palestinienne. Surtout l'Iran n'est pas exempt d'erreur sur l'évaluation de la situation. L'ancien Président Rafsandjani a déclaré qu'il était nécessaire d'avoir un Etat binational. On se souvient que l'Iran avait auparavant déjà donné son accord pour l'existence de deux états : la déclaration du Président iranien correspondait donc à un retour en arrière, à une erreur d'analyse.



Débat avec la salle

Questions

- La Turquie n'est-elle pas un des joueurs essentiels du Grand Moyen-Orient ? Il semble que les islamistes modérés en Turquie aient choisi l'option européenne plutôt que l'option moyen-orientale. En intégrant la Turquie à l'Europe, nous deviendrions un acteur impliqué dans le Moyen-Orient. N'y a-t-il pas là un gros risque ?
- Quelles sont les relations entre l'Iran et l'Afghanistan ? Pourquoi les réfugiés afghans sont-ils renvoyés chez eux par l'Iran ? Quel est le but de l'Iran ?
- Qu'en est-il des juifs iraniens ? D'une manière générale, pourriez-vous revenir sur les relations entre l'Iran et Israël.
- Quel est le rôle de l'axe Téhéran – Riyad pour la stabilisation de l'OPEP ? Cet axe a-t-il un rôle à jouer par rapport à la nucléarisation ?

Olivier Roy

Les relations entre l'Iran et l'Afghanistan sont un thème régulier et récurrent, et indépendant du gouvernement en place. Cette politique de l'Iran est constante depuis le retrait des troupes soviétiques en Afghanistan. Ce thème est utilisé de manière démagogique par les autorités, car c'est un thème populaire. Les Iraniens attribuent aux Afghans des meurtres, des crimes, etc. aujourd'hui, ils prennent prétexte, pour ce renvoi de réfugiés, de la stabilisation en l'Afghanistan sous protection internationale. Donc je ne vois pas de réelle nouveauté dans ces relations, même avec le renvoi de quelques réfugiés afghans.

À propos des juifs iraniens, il faut souligner que les Iraniens peuvent quitter le pays sans trop de problèmes. La question réelle pour ces émigrés est de trouver des visas à l'étranger. Il ne faut pas non plus oublier la question économique puisque les gens qui partaient devaient laisser en Iran beaucoup de choses.

Enfin, il y a régulièrement des campagnes sur un éventuel espionnage israélien.

Shahram Chubin

La Turquie est à la fois en Europe et dans le Moyen-Orient. La Turquie vit dans un environnement dangereux, avec l'Iran et l'Irak. La réponse turque à un éventuel nucléaire militaire iranien est en fait, pour la Turquie, la réponse européenne.

Je crois que la relation entre l'Arabie saoudite et l'Iran est relativement étroite, sans toutefois être une relation de confiance. Surtout l'Arabie saoudite a une priorité interne, à savoir la lutte contre les terroristes présents sur son sol.

Michel Makinsky

Les relations entre l'Iran et la Turquie sont effectivement très importantes. L'alliance entre la Turquie et Israël doit aussi être prise en compte : cette alliance a un peu été mise à mal ces derniers temps, du fait de l'islamisation et de l'arabisation, même relative, pratiquées par le nouveau Premier ministre turc. On a parlé de crise diplomatique entre la Turquie et Israël, mais des négociations sont actuellement conduites. Il existe des coopérations en matière navale, des accords de survol du territoire, etc. Ceci n'est effectivement pas de nature à plaire à l'Iran.

Enfin, sur le dossier palestinien, je maintiens que l'Iran est très présente verbalement, mais son influence réelle sur ce dossier est selon moi plus que modérée.

Sur l'impact de la situation irakienne dans la question iranienne, nous risquons d'avoir une république islamisante en Irak. Dans ce cas, ce sera un gros souci pour l'Iran. Il y aura une

concurrence religieuse entre les deux pays : nous aurons des chiites irakiens face à des chiites iraniens.

L'axe Téhéran – Riyad a effectivement un rôle à jouer de la stabilisation de l'OPEP. Mais il ne faut pas oublier la pompe chinoise. Aucun pays, et surtout pas l'OPEP, n'a pour le moment intérêt à déstabiliser les prix. L'Iran, évidemment, est en situation privilégiée, car il doit répondre aux demandes chinoises, japonaises, etc. Son intérêt n'est pas aujourd'hui de jouer le rôle du mauvais élève au sein de l'OPEP. C'est d'ailleurs le contrat pour le rétablissement des liens entre l'Arabie saoudite et l'Iran, comprenant un maigre accord de coopération en matière de sécurité.

Troisième table ronde

SCENARIOS D'EVOLUTION ET CONSEQUENCES

Intervention de Bruno Tertrais*

Comment la crise iranienne est-elle susceptible d'évoluer après l'accord avec les Européens du 15 novembre 2004 ? L'Europe a engagé une partie difficile. Elle doit jouer serré : il s'agit de donner suffisamment mais pas assez pour donner le sentiment d'une « prime à la prolifération ». Aujourd'hui tous les scénarios sont encore possibles, depuis la rétraction du programme avec abandon des capacités d'enrichissement et de retraitement jusqu'à la rupture des négociations et la « fuite en avant » du programme (retrait du TNP, mise au point rapide d'un engin opérationnel, et le cas échéant essai nucléaire). Entre les deux, il y a des scénarios du gel ou de poursuite patiente du programme de manière discrète.

La prospective sur le dossier iranien est difficile, car il y a deux inconnues majeures. Premièrement, l'Iran a-t-il d'ores et déjà décidé d'avoir la Bombe, ou seulement de rester « au seuil » ? Deuxièmement, l'Iran dispose-t-il d'installations secrètes significatives, notamment d'installations d'enrichissement de l'uranium ? Aujourd'hui l'Iran veut sans doute garder toutes ses cartes en mains et toutes les options ouvertes. Il est peu probable dans les conditions actuelles que l'Iran accepte d'abandonner définitivement ses capacités d'enrichissement. Les scénarios de poursuite du programme d'une manière ou d'une autre sont les plus probables, pour trois raisons. (1) L'évolution du dossier, au fil des découvertes de l'AIEA et des explications iraniennes, a confirmé les thèses de ceux qui estiment que ce pays a massivement investi dans son programme nucléaire dans le but de ménager une option militaire, et considère que l'enlèvement américain en Irak le met dans une situation favorable à un durcissement de ses positions. (2) L'option nucléaire militaire a de nombreux avantages pour le régime, car elle se situe au point de rencontre de quatre intérêts iraniens : la volonté d'indépendance nationale, le besoin de reconnaissance comme un Etat moderne, la tentation de la puissance régionale, et enfin la nécessité d'être en mesure de dissuader les Etats-Unis. (3) Le programme nucléaire est assez populaire dans le pays. Ce n'est pas seulement « le programme des mollahs conservateurs ». Certes, la faction démocratique du monde politique iranien est plus réceptive au risque d'isolement qui résulterait d'une poursuite du programme nucléaire. Si elle était aux commandes, elle pourrait voir le programme comme une monnaie d'échange. Ceci ne signifie pas qu'elle est majoritairement opposée à ce que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, d'autant que les « réformateurs » sont aussi bien souvent des nationalistes reprochant au clergé de privilégier les intérêts idéologiques.

* Maître de recherche, FRS.

La mise au point d'une capacité nucléaire opérationnelle ne se ferait pas du jour au lendemain et si l'Iran décidait d'aller jusque-là, il choisirait sans doute une voie nord-coréenne (capacité nucléaire voilée, puis suggérée, et enfin affirmée) ou encore une voie israélienne, c'est-à-dire d'une capacité nucléaire opérationnelle que tous les acteurs auraient intérêt à maintenir secrète. Néanmoins, au vu de ses capacités d'enrichissement connues, l'Iran pourrait disposer d'un engin expérimental à l'UHE dès 2006-2008 s'il décidait aujourd'hui de se doter de la bombe.

Quelles seraient les conséquences d'un Iran nucléaire ? Une arme nucléaire iranienne serait un moyen de dissuasion, et serait peut-être davantage une « bombe perse » qu'une « bombe islamique ». Mais les équilibres internationaux ne s'en trouveraient pas moins bouleversés. Il est peu probable que Washington et Tel-Aviv laisseraient le régime actuel disposer d'armes nucléaires opérationnelles. L'achèvement du programme nucléaire militaire iranien mettrait Israël face à une situation inédite : pour la première fois sans doute dans l'histoire du pays, un pays ne reconnaissant pas son existence aurait techniquement la capacité, à lui seul, de lui infliger des dommages tels que sa survie même pourrait être mise en cause.

L'on devrait logiquement s'attendre à un bombardement américain ou israélien des installations nucléaires et balistiques iraniennes. Bien sûr, une opération destinée à arrêter le programme nucléaire iranien serait particulièrement difficile : elle aurait pour but de retarder, non d'éliminer le programme. Pour Israël, une telle option présenterait des difficultés techniques considérables. Notons toutefois que le pays disposerait de moyens aériens plus performants qu'en 1981 (des avions F-15I et F-16I, d'un rayon d'action de l'ordre de 1 500 à 2 000 kilomètres selon le profil de vol). Quatre voies seraient théoriquement ouvertes aux bombardiers israéliens : l'Arabie saoudite, la Turquie, la Jordanie et l'Irak, et enfin les espaces maritimes, qui demanderaient plusieurs ravitaillements en vol. Du côté américain, ce sont à l'inverse les obstacles politiques, et non techniques, qui seraient les plus importants. Une action contre l'Iran serait possible avec les forces aériennes et les forces spéciales. Mais l'engagement des États-Unis dans la région rend les forces américaines particulièrement vulnérables à des actions terroristes soutenues par l'Iran. La riposte iranienne porterait soit sur Israël, soit sur les États-Unis, soit sur les deux. Dans le cas israélien, l'on pourrait par exemple s'attendre à un tir de missiles Shahab-3, par exemple sur le complexe de Dimona. A l'extrême, l'on peut imaginer un transfert d'expertise ou de technologie nucléaire à un autre pays ou à un acteur non-étatique. L'option militaire est donc extrêmement peu attractive. Son efficacité serait incertaine et ses coûts potentiels élevés.

Toutefois, en cas de non-intervention, les conséquences seraient tout aussi dramatiques. D'abord, l'Iran deviendrait la puissance dominante du Moyen-Orient, et pourrait par exemple offrir une protection nucléaire à la Syrie. Ensuite, le régime de non-prolifération nucléaire s'en trouverait très gravement affaibli : à mon sens, le TNP peut résister à un retrait (celui de la Corée du nord, qui a toujours été un cas particulier) mais pas à deux. Enfin, il deviendrait alors logique de se demander : « *quel sera le premier pays arabe à disposer de l'arme nucléaire ?* », les deux principaux candidats à ce statut étant l'Égypte et l'Arabie saoudite.

Trois suggestions pour conclure :

- Il n'y a pas de bonne solution à la crise nucléaire iranienne. Toutes les options présentent des dilemmes pour l'Europe, pour les Etats-Unis, pour Israël, et pour l'Iran lui-même. La « moins pire » serait un modèle de type japonais : un Iran démocratique en dessous du seuil nucléaire.
- La crise iranienne sera sans doute, d'une manière ou d'une autre, résolue avant la fin du 2^{ème} mandat de M. Bush. L'Amérique peut accepter un Iran démocratique et nucléaire, un Iran non démocratique mais qui ne prolifère pas ni ne soutient le terrorisme. Mais la Bombe entre les mains du régime actuel est inacceptable pour elle.
- Cinq facteurs sont déterminants pour l'évolution du dossier : la perception par le clergé de la politique américaine au Moyen-Orient ; l'évolution intérieure du régime ; l'évolution des autres dossiers de non-prolifération, suivis avec attention à Téhéran ; la perception américaine de l'évolution des négociations en cours ; enfin la perception israélienne de l'évolution du programme iranien, et de l'approche éventuelle d'un « point de non-retour ».

Intervention de Nicolas Roche*

Il s'agit surtout ici pour moi de vous expliciter le contexte des négociations. Je déclinerai mon intervention selon trois points :

1. Le scénario que les trois pays de l'Union européenne (Allemagne, Angleterre, France) ne veulent pas.
2. Dans quel scénario sommes-nous ?
3. Quels sont les différents facteurs influents ?

1. Le scénario que les trois pays de l'Union européenne (Allemagne, Angleterre, France) ne veulent pas.

Il ne faut pas que l'Iran possède une capacité nucléaire militaire clandestine. Ce serait un problème de sécurité à la fois régionale, européenne, et internationale.

Cet objectif majeur implique des sous-objectifs, notamment celui de la cessation des activités fissiles. Ces sous-objectifs sont pris en compte dans la lettre envoyée en août 2003 par les Européens. Il faut regagner la confiance dans le pacifisme de la nucléarisation de l'Iran, et cela, seul l'Iran peut le permettre.

2. Dans quel scénario sommes-nous ?

Nous sommes dans un processus politique, avec M. Rohani pour l'Iran. Le cadre diplomatique est multilatéral, car il s'inscrit dans le TNP, l'AIEA, un accord de garanties et un protocole additionnel (bien que non ratifié). Il faut ce cadre consensuel et multilatéral pour garantir la meilleure efficacité des négociations. On peut aussi dire que le cadre multilatéral est élargi au G8 et au groupe des fournisseurs nucléaires (NSG).

La clé de voûte est la suspension du processus d'enrichissement, suspension acquise depuis octobre 2003. C'est parce que celle-ci est en place que les négociations existent.

La cessation est conduite dans le cadre de l'Union européenne proprement dite, selon la chronologie suivante (prenant en compte les ruptures iraniennes) :

- 21 octobre 2003 : accord de Téhéran pour la suspension des activités fissiles.
- 22 juin 2004 : lettre de l'AIEA précisant que l'Iran avait levé la suspension.
- Été 2004 : accord de Paris. Le champ de la suspension est alors re-précisé à travers trois corbeilles :
 - le volet nucléaire ;
 - le volet politique et de sécurité ;
 - le volet de la coopération et de la technologie.
- 15 novembre 2004 : signature de l'accord formel.
- 22 novembre 2004 : suspension effective.

* Conseiller des Affaires étrangères, rédacteur à la sous-direction du désarmement et de la non-prolifération nucléaire, ministère des Affaires étrangères.

- Décembre 2004 : Javier Solana et l'Union Européenne lancent les négociations à Bruxelles.

À chaque étape de cette chronologie, il y a eu des choix, mais souvent ces choix furent binaires. L'application du droit et le maintien du statut de l'AIEA sont toujours restés l'optique des négociateurs. Ainsi, la suspension, qui empêche la saisine du Conseil de sécurité, est à la clé de voûte mais aussi le point de départ sans cesse rappelé par l'Union européenne.

3. Quels sont les différents facteurs influents ?

En analysant les facteurs pouvant impacter sur le processus de négociation il s'agit en même temps d'analyser les développements futurs possibles :

- En mai 2005, il y aura la conférence d'examen du TNP. Il faut prendre en compte la possibilité d'un non-consensus sur le document final.
- En juin 2005, on aura une réunion du NSG, et en juillet de la même année une réunion du G8.
- Plus largement, il faut aussi prendre en compte la situation irakienne et la question israélo-palestinienne.

Vous voyez que les facteurs influant potentiellement sur le processus de négociations ne manquent pas.

Des deux côtés, pour l'Iran et pour l'Union Européenne, ce sont des choix stratégiques difficiles. Cependant le meilleur ne peut pas être exclu : les conséquences d'un éventuel accord seraient une très bonne nouvelle pour tout le monde. Cependant nous n'éviterons pas le risque d'un programme nucléaire militaire clandestin.

Pour le moment, à court terme, il n'y a pas encore d'accord sur les quatre sous-objectifs. Soulignons que l'accord de Paris ne prévoit pas de date butoir à la fin des négociations, ce qui serait artificiel. La volonté de l'Union Européenne est d'avoir plusieurs étapes, mais jamais de dates-butoirs.

Conclusion

La phase actuelle est très incertaine, mais il est nécessaire de la poursuivre tant que la suspension est en place. Toute suspension signifie l'éloignement de l'acquisition d'une capacité nucléaire militaire. Il y va de la crédibilité de l'Union Européenne dans la gestion d'une crise de prolifération. On voit bien finalement les implications transatlantiques que ce cas porte.



Débat avec la salle

Questions

- Les Européens ne sont-ils pas en train de refaire avec l'Iran ce qu'ils ont fait avec l'Allemagne. Ne sommes-nous pas devant un nouveau Munich ?
- Les Etats-Unis pourraient-ils vouloir jouer l'Iran contre les Européens ? Par ailleurs, que penseriez-vous si les États-Unis se joignaient à l'Europe pour négocier avec l'Iran ? Quel serait l'effet d'un tel revirement américain ?
- Que se passerait-il si les Iraniens se retiraient à nouveau des négociations sous prétexte que les corbeilles proposées par l'Europe ne sont pas assez fournies et que, sous-entendu par les Iraniens, ce sont les États-Unis qui sont attendus pour remplir les corbeilles ?
- Le TNP est-il toujours valable d'un point de vue technologique ?
- Il y a toujours le problème de la concomitance entre le Conseil de sécurité et la possession d'une arme nucléaire. Ce problème est même une hypocrisie. Est-ce que tous les pays nucléaires ne souhaiteront pas une place au Conseil de Sécurité ?
- Quel est le rôle de la Russie étant donné qu'elle a été fournisseur de l'Iran ?
- Une attaque aérienne israélienne me paraît peu probable sans l'aval des États-Unis. Une attaque par missile, et depuis la mer, me semble davantage aisée. Est-ce que les Etats-Unis pourraient par ailleurs mandater Israël pour des frappes ? Pourriez-vous préciser ces points ?

François Heisbourg

Si l'Iran sort du TNP, alors le TNP est mort. Nous sommes cependant dans une situation très paradoxale : les États-Unis sont très militants face à et contre une militarisation du nucléaire iranien. Mais, comme l'a rappelé Bruno Tertrais, il y a des circonstances dans lesquelles les États-Unis pourraient s'accommoder de cette militarisation du nucléaire. Il suffit de regarder les travaux de la *National Defense University*, il y a trois ou quatre ans : dans certaines circonstances, il serait du point de vue américain tout à fait possible de gérer relativement correctement la situation d'un Iran nucléarisé militairement. Évidemment, nous laissons là de côté la question beaucoup plus large qui est celle du régime de non-prolifération nucléaire : d'autres problèmes surgiraient évidemment.

Les États-Unis s'accommoderaient de la nucléarisation militaire dans un Iran réformateur. En effet, il faut souligner qu'ils ne sortent pas toute la gamme des moyens d'incitation et de coercition qu'ils possèdent, et peut-être espèrent-ils en fait un changement de régime. C'est là une hypothèse tout à fait plausible. L'espoir d'un changement de régime en Iran pourrait éviter aux États-Unis de s'engager dans une véritable discussion avec ce pays : c'est peut-être là la vision des États-Unis.

Enfin, il faut souligner que l'Union Européenne est contrainte dans sa capacité d'offrir des carottes dans la négociation : pour cela il faut le feu vert des Etats-Unis.

Bruno Tertrais

Que peuvent accepter les Etats-Unis ? Je voudrais rapporter ici une discussion que j'ai eue avec un officiel américain : il me disait qu'il était capable de vivre avec un Pakistan nucléaire, et se demandait alors pourquoi il ne serait pas capable de vivre avec un Iran nucléaire. Je lui ai répondu que l'Iran était tout de même membre du TNP. Sa réponse avait été : « *I am not a lawyer* »... !

Je suis d'accord sur le fait qu'il n'y aura pas d'intervention israélienne sans *nihil obstat* américain. Le scénario ne serait pas le même qu'en 1981, dans lequel, selon certains, les

États-Unis n'étaient pas au courant de la décision israélienne d'intervenir sur Osirak. Toutefois, je ne pense pas que l'on puisse « mandater » Israël sur un sujet comme celui-ci. Le terme « mandater » n'est pas le plus approprié. Enfin, je ne vois pas du tout Israël se servir de l'arme nucléaire, même en frappes préventives, contre l'Iran.

Nous ne sommes plus dans le monde qui a créé le TNP, d'un point de vue politique, stratégique et technologique. Cependant on ne fera jamais mieux. Il faut vivre avec. Pour les États-Unis, qui n'y croient plus, il s'agit d'avoir une attitude de négligence bienveillante. Il est vrai que les technologies font apparaître le TNP comme un peu ancien. Elles sont néanmoins prises en compte, notamment par la France, à travers les technologies du cycle. Par ailleurs, nous ne sommes pas devant un nouveau Munich. Il n'y a pas non plus de consensus pour une saisine du Conseil de sécurité. La Chine et la Russie s'y refusent. De toute façon, quels seraient les effets des sanctions ? On pourrait craindre un renforcement possible de l'Iran !

Sur la concomitance entre le Conseil de sécurité et la possession d'une arme nucléaire, la réflexion est vraie. La coïncidence demeure, et n'est pas sans poser des problèmes complexes de relations internationales. Soulignons cependant que la France et la Grande-Bretagne évitent désormais largement d'évoquer cette coïncidence. Les deux pays légitiment leur place au sein du Conseil de sécurité par d'autres facteurs de puissance.

Nicolas Roche

En termes d'objectifs, il n'y a pas de différence entre l'Europe et les États-Unis. Sur ce point-là il n'y a pas de difficulté. La différence a longtemps tenu à une question tactique : doit-on aller tout de suite devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies ou doit-on laisser la chance à des négociations conduites par les Européens ?

Si vous regardez les déclarations officielles du Département d'État ou de la Maison-Blanche, après l'accord du 15 novembre, cet accord a été accueilli certes de façon sceptique mais en nous souhaitant tout de même bonne chance. C'est déjà bien. On ne peut pas exclure la situation où les Américains changeraient complètement de portage et commenceraient à critiquer le processus conduit par les Européens en disant qu'il est inefficace et dangereux.

Est-ce que les Européens ont seuls les moyens de faire ce choix stratégique ? Vous allez m'accuser de ne pas répondre à la question, mais *in fine* c'est tout de même aux Iraniens de répondre eux-mêmes à la question. C'est à l'Iran de décider de son avenir stratégique. Ce que nous proposerons à l'Iran, au-delà des corbeilles et de ce qu'il y a dedans, c'est un choix sur sa relation avec la communauté internationale. C'est ça la réalité des choix qui doivent être faits. Ce choix-là est à faire du côté iranien.

Évidemment si les Américains étaient prêts à s'engager plus activement qu'aujourd'hui, ça changerait sans doute la donne. Est-ce que même dans cette hypothèse-là cela serait suffisant ? Est-ce que cela serait la condition nécessaire et suffisante ? Je n'en sais rien. Ce que nous sentons, c'est qu'un tel engagement américain faciliterait les choses.

Sur la Russie, il faut souligner que les Européens ont décidé de discuter de la question iranienne au sein du G8, donc avec la présence russe. Les Russes seront aussi présents au sein de l'AIEA. Par ailleurs, l'essentiel du programme nucléaire civil iranien est mené en coopération internationale, avec la Russie, avec l'accord européen.

Les Européens ont beaucoup discuté avec les Russes sur cette question-là, et c'est avec eux qu'ils sont arrivés à un consensus. Nous partageons avec les Russes les mêmes objectifs.

Le président Poutine a fait des déclarations extrêmement claires, s'opposant à une nucléarisation militaire iranienne.